



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 17 – 22 JANVIER 2016

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**BURKINA-COTE  
D'IVOIRE :  
RENOUVELLEMENT  
DE LA  
CONCESSION  
SITARAIL  
(BOLLORE)**

**CENTRALE DE  
RUZIZI III :  
FINANCEMENT  
APPROUVE PAR LA  
BAFD**

**QUADRUPLEMENT  
D'ICI 3 ANS DU  
« CLOUD  
COMPUTING » EN  
AFRIQUE DU SUD**

**IDE EN HAUSSE EN  
ANGOLA**

**NIGERIA :  
CONSTRUCTION  
D'UNE NOUVELLE  
RAFFINERIE**

**LE PARLEMENT  
RATIFIE DEUX  
CONVENTIONS DE  
L'AFD AU CONGO-  
BRAZZAVILLE**

**STRATEGIE  
NATIONALE DE E-  
GOUV EN COTE  
D'IVOIRE**

**FINANCEMENT D'  
INFRASTRUCTURES  
PAR LA BDEAC  
AU GABON**

**LE NOMBRE DE  
TOURISTES EN  
HAUSSE DE 11 % A  
MAURICE**



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

MINISTÈRE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
ET DU DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES  
ET DES COMPTES PUBLICS  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Afrique centrale : 400 Mds FCFA pour la BDEAC

La Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) apporte un concours financier de plus de 400 Mds FCFA (610 M EUR) à la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC). Ces ressources visent, entre autres, à renforcer les fonds propres de la banque de développement de l'Afrique centrale et à relever le plafond de refinancement des crédits qu'elle octroie à sa clientèle. Le protocole d'accord de coopération signé le 19 janvier entre les deux institutions porte notamment sur le déblocage immédiat de 13 Mds FCFA (19,8 M EUR). Une partie de cet appui servira cette année à financer les projets d'aménagement routier, portuaire, aéroportuaire et urbain au Cameroun, au Gabon, en Centrafrique et au Tchad.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ Zone franc : mise en ligne d'un site d'information dédié aux partenariats public-privé

L'initiative France–Banque mondiale lance son site d'information sur les partenariats public-privé (PPP) dans la zone franc (UEMOA –CEMAC – Comores). L'objectif de ce site est de répondre au besoin d'information sur le cadre juridique et institutionnel des PPP et de fournir un panorama complet des expériences menées dans les 15 pays de la Zone franc. Afin d'accompagner le développement de ces contrats, le site internet constituera une source d'information privilégiée sur les réformes en cours au niveau régional et national.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

### ▼ Le Congo premier client de la France en Afrique centrale sur les 11 premiers mois 2015

Avec un montant de 613 M EUR sur la période janvier-novembre 2015, les exportations françaises augmentent de 5 % par rapport à la même période en 2014 (583,8 M EUR). Le Congo conforte son rang de 1<sup>er</sup> client de la France en Afrique centrale, devant le Cameroun (589,7 M EUR/- 0,5 %), le Gabon (491,0 M EUR/- 21,7 %), la RDC (227,8 M EUR/+ 57,9 %), le Tchad (120,3 M EUR/+ 6,7 %), la Guinée équatoriale (70,5 M EUR/- 21,0 %), la RCA (40,6 M EUR/+ 70,2 %) et Sao Tomé (0,7 M EUR/- 15,2 %).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Financement des PME dans l'UEMOA

La BCEAO et la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID), filiale de la Banque islamique de développement, ont signé le 18 janvier à Djeddah (Arabie Saoudite) un protocole d'accord pour le financement des PME dans l'espace UEMOA. A travers ce protocole, la SID s'engage à apporter son appui au dispositif de financement des PME adopté en 2015 par la BCEAO. Dans cette optique, elle a mis à la disposition de la BCEAO un financement initial de 30 M USD. En fonction de l'intérêt que suscitera le projet, la SID pourrait porter sa participation à 100 M USD.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

## CONJONCTURE

---

### ▼ Kenya : inflation à 8 % en décembre 2015, portée par la hausse des prix alimentaires

Selon le *Kenya National Bureau of Statistics* (KNBS), l'inflation s'est établie à 8 % en glissement annuel (g.a.) en décembre 2015 (7,2 % en décembre 2014). Le taux d'inflation dépasse ainsi la cible de la Banque centrale (CBK) fixée à 5 % +/- 2,5 %. Cette hausse est principalement liée à la hausse des prix des denrées alimentaires et des boissons non-alcoolisées (+ 13,26 % en g.a.) et des prix de l'alcool et du tabac (+ 15 % en g.a.). La CBK estime que la hausse de l'inflation résulte des effets défavorables du phénomène climatique El Nino sur la production agricole et non d'une croissance trop rapide de la masse monétaire. Le ministère des Finances avait reproché à la CBK la souplesse excessive de sa politique monétaire.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Maurice : + 11 % dans les arrivées touristiques à Maurice en 2015

Selon les derniers chiffres publiés par le Bureau central des statistiques, 1 151 700 visiteurs se sont rendus à Maurice en 2015, soit une progression de 11 % par rapport à 2014. La France demeure le premier marché pour Maurice avec 34,6 % des arrivées touristiques (incluant la Réunion pour 12,5 %), même si elle a enregistré une légère baisse par rapport à 2014 (37 %). Elle est suivie du Royaume-Uni (11,3 %), de l'Afrique du Sud (8,9 %) et de la Chine (7,8 %) en progression (6,1 % en 2014). Pour 2016, les autorités mauriciennes misent sur une croissance d'environ 4,5 % des arrivées touristiques.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : niveau record d'inflation en décembre 2015

En décembre 2015, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 9,6 % en g.a., contre 9,4 % en novembre. L'inflation a été tirée par la hausse des prix alimentaires, qui est passée de 10,3 % en novembre 2015, à 10,6 % en décembre 2015. La hausse des prix a atteint le niveau le plus haut depuis décembre 2012, et dépasse depuis mai 2015 la cible de la banque centrale de 6-9 % d'inflation. Les mesures restreignant l'accès aux devises ont conduit à un renchérissement des importations, notamment alimentaires, à quoi s'ajoutent des effets de transmission des variations du taux de change. L'inflation est susceptible de s'accélérer dans les prochains mois, en raison de la hausse des prix énergétiques et de la mise en place d'une politique budgétaire expansionniste.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : baisse de 21 % de la capitalisation boursière depuis le début 2016

La capitalisation de la Bourse de Lagos (NSE) a ouvert l'année 2016 à 49 Mds USD, mais a perdu 21 % de sa valeur depuis, une baisse équivalente à celle qui s'est produite entre mai et décembre 2015. Le 13 janvier, le marché a atteint son niveau le plus bas depuis 3 ans. La poursuite de la chute cette semaine a conduit à l'introduction de disjoncteurs en cas de baisse jugée trop importante. Ce «krach» fait écho aux inquiétudes croissantes des investisseurs sur l'orientation de la politique économique, qui ont été aggravées notamment par l'introduction récente de mesures de contrôle des capitaux et l'imposition d'amendes élevées à des entreprises étrangères, faisant craindre une détérioration du climat des affaires.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : le taux d'inflation atteint 17,7 % en décembre 2015**

En glissement annuel, la hausse des prix a de nouveau progressé en décembre à +17,7 % dont +23,3 % pour les produits non alimentaires (transport en tête, suivi des loisirs, de l'éducation et des équipements ménagers) et + 8 % pour les produits alimentaires (légumes, fruits et boissons). La hausse des prix des produits importés a quant à elle, atteint +18,3 %, contre + 17,5 % pour les produits locaux. Enfin, la progression la plus importante a été enregistrée dans la région Ashanti (19,2 %) au côté du Grand Accra et de l'Upper West, tandis que l'Upper East affiche la plus faible augmentation (13,7 %).

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : l'indice PMI toujours sous les 50 points en décembre et à 45,6 au T4 2015**

Après s'être effondré en novembre à 43,3 points, son niveau le plus bas depuis août 2009, l'indice PMI a modestement progressé en décembre, toujours sous les 50 points, à 45,5, traduisant une nouvelle contraction de la production manufacturière. Sur le dernier trimestre, cet indice a atteint 45,6, soit 4,5 points de moins qu'au T3. Alors que les résultats de l'enquête de confiance des milieux d'affaires de la Chambre de commerce et d'industrie sud-africaine présentent un cycle très déprimé, ayant affiché en décembre le plus faible résultat depuis 1993, aucun rebond de la production industrielle n'est attendu au cours des prochains mois, et ce, dans un contexte où la demande externe reste très faible.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : investissements directs étrangers en hausse**

Selon le cabinet d'audit et de conseil EY, l'Angola a été le second destinataire (en valeur) d'investissements directs étrangers vers Afrique au cours des deux dernières années, avec des flux atteignant 16 Mds USD derrière l'Egypte qui affiche 18 Mds USD. EY attribue cette performance, d'une part aux investissements dans le secteur des infrastructures, plus particulièrement dans la construction de ponts et d'aéroports, et, d'autre part, à la création du fonds souverain angolais et au lancement du marché des capitaux de Luanda.

✉ rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Malawi : inflation de 21,8 % en 2015**

En décembre, le taux d'inflation s'est élevé à 24,9 % en g.a, après 24,6 % en novembre. Sur l'année, le taux moyen s'établit à 21,8 %, soit le niveau le plus élevé au sein de la Comesa. L'accélération des prix est entretenue par la dépréciation du Kwacha, en repli de 36,1 % face à l'USD l'an dernier, ainsi que par d'importantes revendications salariales. Alors que le FMI a récemment rappelé le besoin prioritaire de lutter contre l'inflation, la Banque centrale devrait maintenir l'orientation restrictive de sa politique monétaire (hausse du taux directeur de 200 pdb à 27 % en novembre 2015) en décidant de rehausser de nouveau son taux dans les prochains mois, au risque de déprimer davantage l'activité intérieure.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mozambique : accord financier avec le FMI pour une facilité élargie de crédit**

Le FMI a approuvé en décembre la demande d'aide financière des autorités. D'un montant de 282,9 M USD, dont 117,9 M USD déjà décaissés, la facilité élargie de crédit s'accompagne de mesures pour réduire les pressions sur la balance des paiements tout en contribuant à la réalisation des objectifs du gouvernement en matière de développement (réduction de la

pauvreté, croissance inclusive). Bien que le FMI ait souligné le dynamisme de la croissance (6,3 % en 2015), celle-ci reste inférieure à son potentiel, en raison de la modération des prix des matières premières et de la réduction des entrées de devises (baisse des IDE et de l'aide étrangère), qui font pression sur les finances publiques et les comptes externes.

✉ [gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr](mailto:gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ RDC : comité de politique monétaire (CPM) du 8 janvier

Le CPM a noté le ralentissement de l'activité économique en 2015, avec un taux de croissance du PIB de 7,7 % contre 9,5 % en 2014, sous l'effet de l'effondrement des cours de matières premières et des contraintes structurelles liées notamment aux dysfonctionnements observés dans la fourniture de l'énergie électrique. Les réserves de change ont sensiblement été entamées pour se situer à 1,43 Md USD fin décembre 2015, soit presque 6 semaines d'importations des biens et services. Quant au taux de change, il est resté globalement stable entre 925 CDF et 935 CDF pour 1 USD.

✉ [francois.quintin@dgtresor.gouv.fr](mailto:francois.quintin@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : le pays mobilise 229 M EUR grâce à son premier *sukuk*

Emise en novembre 2015, la première obligation islamique (*sukuk*) de la Côte d'Ivoire a permis de mobiliser 229 M EUR. Cette obligation a une maturité de cinq ans et porte une marge de profit de 5,75 %. Cette levée de fonds est le premier volet d'un programme de mobilisation de près de 450 M EUR en *sukuk* sur la période 2015-2020.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sénégal et Mali : baisse du prix du carburant à la pompe

Les autorités sénégalaises se sont résolues à répercuter partiellement la baisse des cours des hydrocarbures sur les prix au consommateur. Les mesures parafiscales (notamment la FSIPP) ont ainsi été revues à la baisse. Le prix du super est passé de 795 FCFA à 755 FCFA le litre et celui du gasoil de 690 FCFA à 640 FCFA le litre. Le prix de la bouteille de gaz de 6 kg est désormais fixé à près de 3 100 FCFA. Au Mali, la baisse des prix est intervenue six mois après la précédente diminution décidée par le gouvernement. Le prix à la pompe du gasoil a ainsi diminué de 12 FCFA et celui de l'essence super de 9 FCFA.

✉ [folly.ananou@dgtresor.gouv.fr](mailto:folly.ananou@dgtresor.gouv.fr) et [nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr)

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Cameroun : limitation du plafonnement de déductibilité aux redevances versées à des entreprises liées

Depuis la loi de finances 2015, la déductibilité des redevances de brevets, de marques, de dessins etc. est plafonnée à 2,5 % du bénéfice imposable. La loi de finances 2016 met un terme aux incertitudes qui existaient sur le champ d'application de ce plafonnement. Il est maintenant clairement prévu qu'il s'applique uniquement aux redevances versées à des entreprises liées, à savoir celles qui participent directement ou indirectement à la gestion ou au capital de l'entreprise camerounaise débitrice. Ainsi, les sociétés payant des redevances à des tiers pourront désormais déduire la totalité du montant versé. Ces dispositions sont applicables pour la détermination des résultats réalisés au titre de l'exercice 2016, à déclarer au plus tard le 15 mars 2017.

✉ [deana.dalmeida@cms-bfl.com](mailto:deana.dalmeida@cms-bfl.com)

### ▼ Côte d'Ivoire : plan comptable OHADA vs. SYSCOA révisé- le feuilleton continue

Depuis le règlement d'exécution du 31 mai 2014 portant adoption du plan comptable SYSCOA révisé au sein de l'UEMOA, deux référentiels comptables comportant des différences significatives coexistent. Saisie par le Bénin, la commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA a, sans surprise, confirmé l'application du plan comptable OHADA dans un avis du 5 novembre 2015. En Côte d'Ivoire, alors même que dans une note de service du 6 janvier 2016 l'administration fiscale a adopté la même position pour la présentation des comptes de l'exercice 2015, le débat continue. En effet, selon nos informations, des discussions sont encore en cours entre le Conseil national de la comptabilité et l'administration fiscale.

✉ [deana.dalmeida@cms-bfl.com](mailto:deana.dalmeida@cms-bfl.com)

### ▼ Tanzanie : durcissement de la législation sur le travail des non-citoyens

Le *Carrying on Temporary Assignment* (CTA), visa temporaire de 3 mois qui permettait aux étrangers de travailler sur le territoire, a été supprimé en décembre et une nouvelle procédure devrait être établie pour l'obtention du permis de travail. Des incertitudes demeurent sur les modalités et les coûts de cette procédure, suscitant des interrogations au sein des entreprises étrangères présentes sur le territoire, qui ont été relayées aux autorités par différents pays européens, dont la France, via la délégation de l'Union européenne.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Madagascar : missions techniques de renforcement des capacités de l'OMC et de l'ITC

Dans le cadre d'une mission de renforcement des capacités conduite par deux experts de l'OMC à Antananarivo du 12 au 15 janvier, un séminaire sur la maîtrise des stratégies et politiques commerciales à l'international a été organisé au bénéfice des formateurs et fonctionnaires du ministère du Commerce et de la consommation. En complément, une mission du Centre du commerce international (ITC) se rendra à Madagascar en février 2016 pour dispenser des formations au secteur privé et à l'administration. Le renforcement des capacités commerciales fait partie des priorités du ministre du Commerce et de la consommation en vue de développer les échanges commerciaux de Madagascar qui ont atteint 4,5 Mds EUR en 2014.

✉ [hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr](mailto:hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Nigéria : 6,8 Mds USD auraient été dérobés à l'Etat par d'anciens responsables gouvernementaux**

Lors du lancement d'une campagne de sensibilisation à la corruption, le ministre de l'Information a révélé que 6,8 Mds USD de fonds publics auraient été volés entre 2006 et 2013. 15 anciens gouverneurs, 4 anciens ministres et des banquiers seraient impliqués dans ces détournements. En visite à Dubaï, le président Buhari a signé avec les autorités émiraties des accords bilatéraux, permettant notamment le rapatriement des fonds volés et l'extradition des fonctionnaires coupables de corruption. 200 Mds USD volés par des responsables gouvernementaux nigériens pourraient être cachés dans les banques ou investis dans des biens immobiliers aux Emirats arabes unis.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Ghana : possible réexamen des tarifs publics par le gouvernement**

Le gouvernement a indiqué qu'il était prêt à réexaminer à la baisse les tarifs des services publics annoncés par la commission de réglementation des services publics en décembre, afin de relancer le dialogue et les négociations avec les syndicats à la suite de manifestations. Par ailleurs, le ministre du Travail et des relations syndicales, Haruna Iddrisu, a indiqué la volonté du gouvernement de régler la question des délestages électriques (plus communément appelés « dumsor »), mais ne renonce pas à la loi sur l'impôt du secteur énergétique. En outre, la subvention pour les travailleurs destinée à amortir les effets de la hausse des tarifs n'est pas exclue des discussions et reste d'actualité.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Angola : limogeage du gouverneur de Luanda**

Le 13 janvier 2016, le président angolais a nommé le général Higinio Carneiro, gouverneur de la province de Cuando Cubango, au poste de gouverneur de la Province de Luanda, en remplacement de Graciano Domingos, en fonction depuis septembre 2014. Ce dernier s'est vu reprocher sa mauvaise gestion de la crise des ordures et son incapacité à juguler la recrudescence de la délinquance dans la capitale. Vice-président du groupe parlementaire du MPLA et proche du président Dos Santos, Higinio Carneiro est perçu comme l'homme de la situation pour relever le défi du plan directeur général de la ville de Luanda.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Etude en cours auprès de la population angolaise pour le recueil de données de santé publique**

Une enquête mesurant 106 indicateurs de santé publique est actuellement menée auprès d'un échantillon de 16 000 foyers angolais. Initiée en octobre 2015, elle sera finalisée en février 2016. Les indicateurs permettront de recueillir de nombreuses données sur l'éducation, la fécondité, les conditions sanitaires et alimentaires, la contraception, le chômage et la consommation d'alcool et de tabac. La prévalence du VIH, de l'anémie et de la malaria sera également analysée. Le budget global de cette étude est estimé à 9 M USD, cofinancé par le gouvernement angolais (2,3 M USD), USAID (4,5 M USD), UNICEF (2,1 M USD) et la Banque mondiale. La dernière enquête de ce type remonte à 2006.

✉ dorothée.pye@businessfrance.fr

### ▼ **Congo : le Haut conseil du dialogue public-privé annonce ses missions**

Le ministre du Développement industriel et de la promotion du secteur privé a inauguré cette structure le 15 janvier à Brazzaville. Créé en 2011 et présidé par le chef de l'État, le Haut

conseil du dialogue public-privé est un cadre de concertation des acteurs privés et publics. Il aura entre autres pour mission de contribuer à la formulation des politiques économiques; d'élaborer des textes réglementaires et législatifs favorables à l'activité du secteur privé; puis de veiller à l'amélioration et l'adaptation de l'environnement des affaires en République du Congo.

✉ [ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Création d'une cour des comptes en Guinée**

Une cour des comptes a été créée le 8 janvier 2016 par décret. Les missions de cette instance étaient auparavant dévolues à la cour suprême. Cette cour des comptes comprend dix membres et est présidée par l'ancien ministre des Finances, Mohamed Diaré.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ **Sénégal : lancement en février des travaux de construction d'une centrale photovoltaïque**

La société d'investissement Meridiam et le Fonds souverain sénégalais (Fonsis) lancent en février prochain, la construction d'une centrale photovoltaïque de 30 MW dans la région de Thiès, à 130 km de Dakar. Le coût de ce projet devrait atteindre 27 Mds de FCFA dont près de 22 Mds sont financés par un prêt de Proparco. Un contrat d'achat d'électricité d'une durée de 25 ans a déjà été conclu entre le groupement à l'initiative du projet et la société nationale d'électricité du Sénégal (Senelec).

✉ [sophie.pignon@twobirds.com](mailto:sophie.pignon@twobirds.com)

### ▼ **Burkina-Faso/Côte-d'Ivoire : une nouvelle concession pour la voie ferrée entre Ouagadougou et Abidjan sur le point d'être conclue avec Sitarail**

Sitarail, filiale du groupe Bolloré, va renouveler les contrats de concession avec le Burkina-Faso et la Côte-d'Ivoire de la ligne ferroviaire reliant Ouagadougou à Abidjan. La concession, d'une durée de trente ans, prévoit désormais la réhabilitation, l'exploitation et le transfert de l'infrastructure à Sitarail, qui supportera seule les investissements de 400 M EUR. Sitarail rachètera également du matériel roulant pour 10 M EUR. Si l'Etat ivoirien conclut le contrat, la signature du nouveau gouvernement burkinabé devrait s'y apposer dans les jours à venir. Les travaux sont déjà en cours à Abidjan.

✉ [sophie.pignon@twobirds.com](mailto:sophie.pignon@twobirds.com)

### ▼ **Afrique de l'Est et Afrique Centrale : le financement du projet de centrale hydroélectrique de Ruzizi III approuvé par la Banque africaine de développement (BAfD)**

La BAfD a accepté, le 29 décembre 2015, de contribuer au financement du projet de centrale hydroélectrique régionale de Ruzizi 3 (Burundi – RDC - Rwanda ; 188 M USD). Le projet comprend la construction d'un barrage au fil de l'eau (sur la rivière Ruzizi entre la RDC et le Rwanda), d'une centrale électrique de 147 MW et d'un poste de répartition. Ce projet vise à doubler la capacité électrique du Burundi, à augmenter de moitié celle du Rwanda, et à accroître l'offre dans la partie orientale de la RDC (actuellement non reliée). D'un coût total de 625 M USD, cette opération prend la forme d'un PPP dont l'exécution est confiée à l'Electricité des grands lacs (EGL).

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Djibouti : une centrale solaire de 300 MW prochainement construite par l'allemand Green Enesys**

La société allemande Green Enesys a annoncé la construction d'une nouvelle centrale solaire d'une capacité globale de 300 MW. Construite en six phases de 50 MW, pour un coût total de 360 M EUR, elle sera située au sud du territoire, dans la plaine du Grand Bara. Cet investissement est entièrement financé par Green Enesys. Ce projet s'inscrit en lien avec l'ambitieux objectif du gouvernement djiboutien de devenir le premier pays africain à utiliser 100% d'énergie verte à l'horizon 2020.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Éthiopie : construction de 300 MW de capacités photovoltaïques supplémentaires d'ici 2020**

Dans le cadre de son deuxième plan quinquennal de développement, le GTP II, qui couvre la période 2015-2020, l'Éthiopie entend développer trois centrales solaires d'une capacité totale de 300 MW. Les trois centrales de 100 MW seront chacune implantées en région Afar. Le coût total du projet est estimé à 630 M USD. Les développeurs de ces centrales seront sélectionnés via un appel d'offres international actuellement en cours de préparation. Pour rappel, la capacité de production électrique de l'Éthiopie en 2015 était de 2 267 MW. Les autorités ambitionnent de la porter à 17 346 MW d'ici 2020.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : signature d'un projet d'investissement turc de 600 M USD dans le secteur agroalimentaire**

Le ministre des Finances ougandais a signé, fin décembre 2015, un accord avec le promoteur turc de zones franches ASB Group, portant sur la construction pour un investissement de 600 M USD d'une usine de production, de transformation et d'exportation de viandes à Kaweweta (150 km au nord de Kampala), dans le cadre du programme ougandais de développement des zones franches. Selon le plan d'affaires d'ASB, cette implantation devrait attirer 200 entreprises dans la zone franche, générant un chiffre d'affaires annuel de 4 Mds USD grâce aux exportations vers la Turquie, l'Iran et l'Europe. Le projet est le premier lancé depuis la création des zones franches en novembre 2013.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : conventions de financement d'infrastructures avec la BDEAC**

Le Gabon a signé deux conventions de financement avec la Banque de développement des États d'Afrique centrale (BDEAC), pour un montant global supérieur à 190 M EUR. La première convention concerne la construction d'un port minéralier à Owendo (au sud de Libreville) à l'initiative de la société *Gabon Special Economic Zone Mineral Port*, fruit d'un partenariat entre l'État gabonais et le groupe singapourien Olam International. Le port devrait être opérationnel à la mi-2016. La seconde convention vise à financer le projet routier « PK5-PK12 » d'élargissement d'une partie de la Route Nationale 1 d'ici la fin de 2016. Ce projet routier est réalisé par le groupement COLAS GABON / SPAC / BOUYGUES Energies et Services.

✉ foucaud.jaulin@gide.com

▼ **Côte d'Ivoire : le gouvernement envisage la construction d'un port sec dans le nord du pays**

Le gouvernement ivoirien envisage de construire un port sec à Ferkéssédougou, ville située à 589 km d'Abidjan, dans la région du Tchologo, au nord de la Côte d'Ivoire. Ce projet qui pourrait voir le jour avant 2020 et dont le coût est estimé à 300 Mds FCFA a pour ambition de développer un véritable pôle économique dans le nord du pays et de lutter contre la pauvreté et les disparités régionales. Cette réalisation qui devrait être dotée d'un terminal import-export, d'un dépôt d'hydrocarbures et d'un abattoir moderne, pourrait également permettre de repositionner le port d'Abidjan comme partenaire commercial privilégié des pays de la sous-région (Burkina Faso, Mali, Niger).

✉ krotoff@dlapiper.com

▼ **Cameroun : octroi d'un prêt de 181,8 Mds FCFA par l'*International and Commercial Bank of China* pour le financement d'un barrage**

Un décret a autorisé la signature d'un prêt de 181,8 Mds FCFA (276 M EUR) pour le financement du projet d'aménagement hydro-électrique de BINI à Warak dans la région de l'Adamaoua. Les conditions de ce nouveau prêt chinois ne sont pas connues. L'*International and Commercial Bank of China* se serait substituée à l'Eximbank qui aurait refusé le prêt. Pour mémoire, le montant des tirages sur emprunts auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux est fixé par la loi de finance 2016 à 505 Mds FCFA, dont 100 Mds FCFA pour les bilatéraux.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Cameroun : report de la signature du contrat de construction des infrastructures du projet de mine de fer de Mbalam**

La Sundance Resources, entreprise minière australienne qui développe le projet d'exploitation du gisement de fer de Mbalam-Nabeba à la frontière du Cameroun et du Congo, annonce qu'elle a été informée par le gouvernement du renvoi à une date ultérieure de la signature, avec une entreprise chinoise, du contrat pour la construction du chemin de fer Mbalam-Kribi long de 500 Km et du terminal minéralier du port en eau profonde de Kribi. La signature du contrat, initialement prévue en décembre 2015, aurait été reportée à la demande de la partie chinoise, en difficulté pour mobiliser les financements commerciaux nécessaires, en raison de la baisse des cours des matières premières.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Congo : engagements pris au sommet Chine-Afrique de Johannesburg**

Le secrétaire général chinois chargé du suivi des recommandations du Sommet Chine-Afrique tenu en décembre dernier à Johannesburg, a annoncé trois investissements :

- construction par China Road and Bridge Corporation (CRBC) d'un nouveau port minéralier à Pointe-Noire, d'une superficie de 9 km<sup>2</sup> ;
- construction d'une usine de production de Potasse dont les travaux ont été lancés en juillet 2013, à Mengo, par la société MagMinerals Potasses Congo S.A. Ce chantier d'un coût global estimé à 1,4 Md USD nécessite un financement additionnel pour permettre à la société de terminer les travaux en fin 2017 ;
- participation à la réalisation du projet de ZES (Brazzaville, Pointe-Noire, Oyo-Ollombo et Ouessou).

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Congo : le Parlement ratifie deux conventions de crédits de 85 Mds FCFA octroyées par l'AFD**

La première, d'un montant de 45,9 Mds FCFA, porte sur le financement du programme d'investissement de la Société nationale d'électricité (SNE), visant entre autres à fiabiliser l'interconnexion entre Pointe-Noire et Brazzaville et à améliorer l'évacuation de l'énergie produite au barrage de Moukoulou (74 MW, département de la Bouenza). La seconde, d'un montant de 40 Mds FCFA porte sur le financement du programme de drainage pluvial de Brazzaville. Leur durée de remboursement est de 15 ans, avec un différé de 5 ans. Les conventions relatives à ces deux crédits avaient été signées en juillet 2015.

✉ [derudders@afd.fr](mailto:derudders@afd.fr)

▼ **Gabon : signature d'une convention de prêt pour GSEZ Mineral Port**

La BDEAC et BGFI Bank Gabon vont prêter 51,6 Mds FCFA à *Gabon Special Economic Zone* (GSEZ) pour la construction du port minéralier d'Owendo. GSEZ mineral port SA s'est en effet vu attribuer une concession le 18 mars 2015, pour la construction et l'exploitation d'un port à Owendo, pour un coût global de 75,6 Mds FCFA (dont 24 Mds sur fonds propres et 51,6 Mds en prêt). Le projet inclut un terminal minéralier de 25 ha d'une capacité maximale de 10 Mt, 20 ha supplémentaires étant consacrés à un chantier naval, un terminal de pêche et un terminal agrégats. Les travaux d'aménagement ont débuté en octobre 2015, et devraient s'achever en juillet 2016.

✉ [aline.quenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:aline.quenet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Gabon : 200 Mds FCFA pour le financement des projets du secteur agricole**

La Banque africaine de développement et le Fonds international pour le développement agricole annoncent la mise à disposition de 200 Mds FCFA pour le financement de différents projets agricoles, à la suite de la conférence des partenaires techniques et financiers qui a eu lieu en décembre dernier. Le total des investissements du Plan national d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN) est évalué à 400 Mds FCFA pour la période 2016-2020.

✉ [aline.quenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:aline.quenet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : état d'avancement des projets phares du Plan Sénégal émergent (PSE)**

Lors d'une rencontre avec les partenaires techniques et financiers, les autorités sénégalaises ont fait le point sur l'avancement du PSE. 17 projets et 6 réformes sont à ce jour lancés dans les secteurs de l'agriculture, des transports, de l'énergie, de l'habitat, des mines et de la santé, sur un total de 27 projets et 17 réformes prioritaires que compte le PSE. Certains projets devraient être réceptionnés en 2016, dont l'autoroute Thiès-Touba, les centrales thermiques de Taïba Ndiaye (Tobène Power) et du Cap des Biches (Contour Global), ainsi que l'aéroport international Blaise Diagne (AIBD). Les autorités espèrent initier cette année les travaux de réalisation du train express régional entre Dakar et l'AIBD.

✉ [folly.ananou@dgtresor.gouv.fr](mailto:folly.ananou@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Au Nigeria, des tomates pour lutter contre le chômage

Aliko Dangote a décidé de s'attaquer à la forte dépendance du Nigéria à l'importation pour des produits de base, tout en luttant contre le chômage des jeunes dans le nord du pays. Cela fait cinq ans que le groupe Dangote construit une usine de transformation de tomates, dans laquelle il a investi quelque 20 M USD (18,4 M EUR), en périphérie de Kano, la grande ville du nord du Nigeria. Selon les données du ministère de l'Agriculture, la demande actuelle de concentré de tomates au Nigeria est de 900.000 tonnes par an. L'usine Dangote, qui doit entrer en production le mois prochain, a prévu d'en produire 430.000 tonnes par an. L'usine doit employer 120 personnes, et s'est engagée à se fournir en tomates auprès de 50.000 fermiers.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

#### ▼ Ghana : inquiétudes sur la baisse de la croissance agricole

Le secteur agricole, pilier de la croissance ghanéenne, qui emploie près de 40 % de la population active, pourrait subir un ralentissement, voire une baisse de son activité, si l'on en croit de récentes estimations prévoyant une croissance de seulement 0,04 % en 2016. Secteur laissé pour compte par les politiques publiques, le gouvernement s'est vu dans l'incapacité de mettre en œuvre les programmes prévus pour l'année 2015, n'utilisant que la moitié du budget dédié à l'agriculture, par ailleurs affectée par des conditions climatiques défavorables.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Lancement d'une base de données sur les prix alimentaires en Afrique

La Banque africaine de développement (BAfD), avec le soutien de l'Union européenne, a lancé fin décembre une base de données sur les prix alimentaires en Afrique en accès libre. Cette base de données couvre 50 pays et les prix des principales denrées alimentaires mis à jour chaque semaine. La base est accessible à l'adresse suivante : <http://africafoodprices.io/>

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Afrique du Sud : proposition de réduction de 10% des droits d'accise sur les brandys

Le Département du Trésor a publié un projet de réduction des droits d'accises de 10 % pour les brandys par rapport aux autres boissons spiritueuses. Cette baisse est réclamée depuis longtemps par les producteurs de brandy et la filière vin sud-africaine, le brandy constituant pour celle-ci un débouché important. Cette mesure pourrait contrevenir aux règles de l'OMC dans la mesure où celle-ci bénéficiera essentiellement à la production locale de brandy, qui représente l'essentiel de la consommation, au détriment des autres boissons spiritueuses qui sont généralement importées. La consommation locale de brandy a diminué de 50 % en 15 ans et représente 27 % du marché des boissons spiritueuses derrière le whisky (35 %).

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : accord signé avec Dubaï pour l'approvisionnement du pays en viande halal**

*The Richards Bay industrial development zone* est une entité sud-africaine permettant le développement export des entreprises locales. Elle a récemment conclu un accord avec DBL, *Dubaï World Trading*, afin que l'Afrique du Sud fournisse aux Emirats Arabes Unis une partie de ses besoins en viande halal. L'accord prévoit également l'approvisionnement des pays limitrophes comme l'Arabie Saoudite, Oman, Qatar et Bahrein. Le secteur des produits halal est considéré comme un vecteur de croissance en Afrique du Sud, d'où la prochaine création d'un centre mondial du halal dans la région du Cap.

✉ [camille.tricoire@businessfrance.fr](mailto:camille.tricoire@businessfrance.fr)

▼ **Angola : le groupe indien TATA s'intéresse au potentiel agricole**

Déjà présent dans 12 pays africains, Tata International, la branche internationale du géant indien, devrait entrer cette année sur les marchés angolais et éthiopien, concentrant dans un premier temps son activité sur le secteur de l'agriculture avec la vente de semences, pesticides et fertilisants. Ce conglomérat a généré un chiffre d'affaires de 2,2 Mds USD pour l'exercice 2014/15 et prévoit une croissance de 15 % l'an prochain.

✉ [rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr](mailto:rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Angola : l'Union européenne finance à hauteur de 5 M EUR la deuxième phase du projet SANGA pour améliorer les conditions d'élevage**

Le projet SANGA, financé par l'UE et piloté par la FAO, vise au développement d'infrastructures pour l'élevage dans les zones semi-arides et arides du pays sur 5 provinces (Huila, Benguela, Namibe, Cunene et Huambo). Le projet prévoit la construction de 15 centres vétérinaires, le soutien aux campagnes de vaccination, la réhabilitation des postes de vaccination et la construction de puits et abreuvoirs pour animaux. Le projet inclut aussi la formation de personnel pour les soins aux animaux et la mise à disposition de matériel. La FAO prévoit de réduire la mortalité des troupeaux et d'améliorer la santé animale et humaine de ces régions sensibles.

✉ [dorothee.pye@businessfrance.fr](mailto:dorothee.pye@businessfrance.fr)

▼ **Congo : le groupe français SOMDIAA compte investir 15 Mds FCFA dans la construction d'une usine d'aliments de bétail**

Le PDG de la Société d'organisation de management et de développement des industries alimentaires et agricoles (SOMDIAA), Alexandre Vilgrain, par ailleurs président du CIAN, a présenté ce nouveau projet au ministre du Développement industriel et de la promotion du secteur privé. Cette usine d'aliments de bétail et de production de farine aurait une capacité de production journalière de 300 tonnes de farines et de 100 tonnes de maïs et pourrait générer 250 emplois directs. Elle sera dans un premier temps implantée à Pointe-Noire, puis à Nkayi, dans le département de la Bouenza, où le groupe détient déjà une filiale, SARIS Congo, spécialisée dans la production du sucre.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mali : une production céréalière en forte hausse**

La production céréalière 2015-2016, prévue à environ 10 millions de tonnes, est en hausse de 27 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années et de 15 % par rapport à la campagne précédente. Les productions de mil, de riz et de maïs ont enregistré les plus importantes augmentations. Selon les analystes de la cellule de planification et de statistiques

du département (CPS), le bilan céréalier serait de 327 kg par habitant et par an, dont 83 kg pour le riz, 22 kg pour le blé et 226 kg pour les céréales sèches.

✉ nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Niger: lancement d'un projet d'appui au pastoralisme

Un projet d'appui au pastoralisme de 46 Mds FCFA, financé à parts égales par la Banque mondiale et des bailleurs intervenant dans le cadre de la *Millenium Challenge Corporation* vient d'être signé. Il vise à améliorer la gestion des crises pastorales par les autorités nigériennes.

✉ pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr

## ▼ Energie et matières premières

### ▼ Sénégal : un record pour une opération de financement participatif

Débutée le 20 novembre 2015, la campagne de Sunna Design sur Lendosphère s'est achevée le 3 janvier dernier, avec un demi-million d'euros prêtés pour encourager le déploiement de mini-réseaux solaires innovants au Sénégal, pouvant alimenter 2500 foyers. Entreprise implantée en Gironde, Sunna Design a développé un mini réseau électrique qui alimente 4 foyers à partir d'un lampadaire solaire fabriqué en France. Les foyers connectés bénéficient d'un accès à l'électricité pour éclairer l'intérieur des maisons et recharger de petits équipements électroniques. Ils pré-payent le service avec leur téléphone mobile.

✉ laura@sunna-design.fr

### ▼ Nigéria : construction d'une nouvelle raffinerie privée de 100 000 b/j

Suite à la signature d'un MoU entre le gouvernement fédéral et la société nigériane Epic Refinery, cette dernière vient d'annoncer le début des travaux de construction d'une nouvelle raffinerie d'une capacité maximale de 100 000 b/jour. Créée en 2011, Epic Refinery se dote d'une expertise internationale grâce à la signature d'un contrat de consultance avec la société israélienne Chiron Refineries ainsi qu'un partenariat technique (depuis 2012) avec Sino Asia Energy. La nouvelle raffinerie se situera dans l'Etat de Bayelsa, permettrait la création de 100 000 emplois directs et indirects dans la région et sera opérationnelle d'ici 2017. Le projet prévoit également la construction de 180 stations essence.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ghana : la taxation sur les produits pétroliers serait la plus élevée au monde

L'introduction d'une nouvelle taxe sur les produits pétroliers au début du mois de janvier a provoqué une augmentation de 33 % des prix de l'essence, et 40 % du diesel, d'après le *think tank* ACEP (Centre africain pour la politique énergétique), et ce contrairement aux déclarations du ministère des Finances qui estime la hausse respectivement à 5 % et 2,9 %. Les taxes sur les produits pétroliers au Ghana dépassent désormais 40 %, contre une recommandation du FMI de 30 % pour les PED, et risquent d'affecter fortement l'attractivité économique du pays. L'augmentation en a été justifiée par la chute importante des cours du pétrole qui pourrait, selon certaines estimations, priver le pays de 200 M USD de recettes.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : adoption de la loi sur l'impôt énergétique**

Malgré les critiques des syndicats, le gouvernement a adopté la loi sur l'impôt énergétique. Celle-ci est censée contribuer à résoudre les problèmes liés au secteur, qui ont provoqué la démission du ministre de l'Electricité, Kwabena Donkor, le 31 décembre dernier. Ce nouvel impôt devrait permettre à l'Etat d'une part, de régler ses arriérés auprès des prestataires de services publics et de renforcer leur stabilité financière, et d'autre part, de mettre en place un programme d'électrification des zones rurales.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la NNPC annonce une amélioration dans la distribution**

La *Nigerian National Petroleum Company* (NNPC) ambitionne de construire 109 stations-service sur l'ensemble du territoire pour accroître ses parts de marché dans la distribution de produits raffinés (actuellement de 12 %) et subvenir aux besoins croissants d'essence du pays. Ces « méga » stations d'environ 5000 m<sup>2</sup> devraient avoir des répercussions positives en termes d'emplois, de distribution si elles sont associées à des commerces, et annoncent une concurrence plus forte faite à Total Downstream, actuellement n°1 de la distribution de produits raffinés au Nigéria avec un peu plus de 13 % de parts de marché. Récemment, la NNPC a aussi annoncé sa mise en bourse pour 2018, suivant le mouvement de la société saoudienne Aramco.

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

▼ **Namibie : Xaris et NamPower reprennent les pourparlers relatifs à une centrale à gaz à Walvis Bay**

La société Xaris Energy a fait part de son souhait de reprendre avec NamPower, société publique namibienne d'énergie, les négociations relatives à la centrale à gaz de Walvis Bay, temporairement suspendues par le gouvernement en attente d'offres plus avantageuses. Le contrat de 450 M USD, qui comprend la construction d'une centrale de 250 MW et la mise en place d'infrastructures permettant l'importation et l'acheminement du gaz, devrait être achevé 16 mois après le début des travaux. La centrale serait possédée à 30 % par NamPower et à 70 % par un consortium formé par Xaris, Ariya Capital, General Electric et FGK Investments, qui serait le constructeur et l'exploitant de la centrale.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Industries**

▼ **Zambie : Lafarge-Holcim et ZRL augmentent les exportations de ciment à destination de la République Démocratique du Congo**

Lafarge-Holcim Zambia (LHZ) a établi un partenariat avec la Zambia Railways Limited (ZRL) pour accroître les exportations de ciment à destination de la République Démocratique du Congo (RDC), dans le cadre de la politique suivie par le gouvernement qui vise à augmenter les exportations et à stabiliser la monnaie locale. Le cimentier exportera ainsi 400 tonnes/semaine de ciment à la RDC dès 2016, quadruplant ainsi ses exportations vers la RDC. Plus grand client ferroviaire du pays, LHZ dispose d'une capacité de production de 1,4 M de tonnes par an et d'un effectif de 340 personnes.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : perspective d'augmentation de la production de ciment à 3,3 M de tonnes par an**

Pour atteindre cet objectif, alors que la production actuelle s'élève à environ 700 000 tonnes, trois nouvelles usines devraient être mises en service courant 2016, dans les départements du Kouilou, de la Bouenza et du Pool. Il s'agit du projet marocain Cimaf (Ciment d'Afrique), du projet du nigérian Dangoté et du projet de Diamond ciment (capitaux indiens). Ces cimenteries viendront s'ajouter à celle de la société sino-congolaise SONOCC et à celle la société chinoise Forspak International. Ces nouvelles capacités visent à permettre à la République du Congo de devenir exportatrice de ciment dans la sous-région d'Afrique centrale.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Ecoslops s'installe bientôt**

Le groupe français Ecoslops, spécialisé dans la production de carburants à partir de résidus pétroliers maritimes, ambitionne de s'installer en Côte d'Ivoire. Il devrait entamer très prochainement la construction d'une unité industrielle dans la zone portuaire d'Abidjan. L'accord de principe de ce projet a été conclu récemment avec les autorités du port autonome d'Abidjan. Ce projet s'inscrit dans la foulée de la mise en service, fin 2014, d'une première installation industrielle au port de Sinès, le premier port commercial du Portugal, qui recycle plus de 98 % des résidus pétroliers collectés avec une capacité de production de plus de 25 000 tonnes de carburant recyclé.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Services**

▼ **La BAfD appelle à « libérer le potentiel touristique de l'Afrique »**

La 3<sup>ème</sup> édition de l'*Africa Tourism Monitor*, rapport annuel de la Banque africaine de développement (BAfD) sur le tourisme en Afrique, fait du Maroc, de l'Égypte, de l'Afrique du Sud, de la Tunisie et du Zimbabwe les cinq destinations touristiques africaines les plus prisées selon les dernières données consolidées (2014). 65,3 M de touristes en 2014, selon des données arrêtées en juin 2015, soit 200 000 de plus qu'en 2013, voilà le total de touristes décomptés par la Banque africaine de développement. Le Maroc, l'Égypte et l'Afrique du Sud continuent de se tailler la part du lion des entrées touristiques avec près de 10 M de visiteurs par an, devant la Tunisie (6,07 M en 2014) et le Zimbabwe (1,88 M).

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Maurice: fusion des banques publiques MPCB et NCB**

L'ex-Bramer Bank rebaptisée *National Commercial Bank* (NCB) et la *Mauritius Post and Cooperative Bank* (MPCB) ont fusionné pour donner naissance à une nouvelle entité, la MauBank. Ce nouvel établissement bancaire, qui a démarré ses activités le 4 janvier 2016, dispose d'un total de dépôts estimé à 750 M EUR et d'un total d'actifs estimé à 800 M EUR. Elle compte 340 000 clients, un réseau de 36 succursales, 50 guichets automatiques et un service bancaire en ligne. La MauBank, qui se positionne ainsi comme la 4<sup>ème</sup> plus grande banque de Maurice, est présente dans les secteurs d'activités suivants : le financement des PME, la banque de détail, le *corporate banking* et l'*international banking*.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Rwanda : fusion BRP-BRD et création de la deuxième banque commerciale

Atlas Mara, entreprise de services financiers présente dans huit pays africains, a annoncé le 7 janvier dernier le rachat de la Banque populaire du Rwanda (BPR) ainsi que sa fusion avec la BRD Commercial Bank. Atlas Mara avait dans un premier temps acquis les activités de commerce de la Banque rwandaise de développement, regroupées sous le nom de *BRD Commercial Bank*. Le montant de l'acquisition s'élève à 20,4 M USD. La nouvelle entité a pour but de s'appuyer sur l'expérience et les ressources financières et technologiques d'Atlas Mara pour renforcer la compétitivité du secteur et concurrencer la Banque de Kigali, leader du marché.

✉ loic.agostini@diplomatie.gouv.fr

### ▼ Ouganda : 8<sup>ème</sup> plus belle destination mondiale pour 2016

L'Ouganda a été classé 8<sup>ème</sup> plus belle destination mondiale pour 2016 par le site Business Insider, faisant écho aux classements de CNN, qui désignait également l'Ouganda en tant que meilleure destination touristique de l'année, et du site Earth Prom.com qui pointait le lac volcanique de Kamengo (Parc Queen Elizabeth) comme le deuxième plus beau au monde (2015). Les efforts ougandais pour développer l'éco-tourisme (protection des gorilles, parcs naturels et réserves sauvages) et pour promouvoir le pays comme carrefour des grandes migrations faunistiques semblent avoir porté leurs fruits. En 2014/2015, l'Ouganda a accueilli 1,27 M de visiteurs (+5 %) et le secteur touristique représentait 9,9 % du PIB du pays.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Côte d'Ivoire : mise en place d'une stratégie nationale e-gouv

Dans le contexte du développement de télé-services aux citoyens, Expertise France met en œuvre, pour le compte du gouvernement ivoirien, un projet d'assistance technique auprès de l'agence nationale du service universel des télécommunications (ANSUT). Lancé en octobre 2015, ce projet, financé par la Côte d'Ivoire, vise à appuyer l'ANSUT dans l'élaboration de son document de stratégie nationale e-finances publiques, en concertation avec les ministères économiques et financiers ivoiriens. L'objectif à long terme consiste à offrir aux citoyens et aux entreprises privées un accès simplifié, plus rapide et plus complet aux divers services publics.

✉ françois.tardif@expertisefrance.fr

### ▼ Nigéria : bataille judiciaire entre MTN et NCC

Suspectée par le régulateur nigérian des télécommunications (NCC) de vouloir transférer ses fonds à l'étranger, la filiale nigériane de MTN a remporté une première bataille judiciaire grâce à une décision de la *Lagos Federal High Court*. La justice précise qu'à l'heure actuelle, et faute de preuves suffisantes, MTN n'a pas l'intention de procéder au virement à l'étranger de ses ressources financières réparties sur une vingtaine de comptes bancaires comme NCC le suspecte. Ses comptes ne seront pas gelés comme cela avait été demandé durant la procédure judiciaire en cours et portant sur le règlement d'une amende de 5,2 Mds USD. Les deux parties se retrouveront pour une première audience le 22 janvier prochain.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Afrique du Sud : un marché incontournable pour près d'un tiers des grands groupes de distribution européens

Selon l'étude du groupe immobilier américain CBRE, 28 % des grands groupes européens de distribution voient l'Afrique du Sud comme la destination incontournable du développement du *retail* en Afrique d'ici 5 ans, suivie de l'Egypte (19 %) et du Nigéria (16 %). Jouissant de très

bonnes infrastructures et d'un nombre important de centres commerciaux, le pays se révèle la base idéale pour s'implanter sur le continent africain. Il se distingue aussi par de nombreuses opportunités de développement sous licence, franchise ou joint-venture, ce qui rassure les groupes sur le choix d'un « bon » partenaire local. 64 % des groupes interrogés privilégieraient une implantation en franchise.

✉ sarah.watine@businessfrance.fr

### ▼ Afrique du Sud : quadruplement du recours au *cloud computing* selon les prévisions du 5<sup>ème</sup> *Cisco Global Cloud Index* pour 2014-2019

En Afrique du Sud, l'utilisation du *cloud computing* devrait être quadruplée d'ici 3 ans. Ainsi, plus de 80 % des données utilisées sur le continent seraient alors diffusées par ce moyen. Cette solution de stockage, qui permet d'avoir accès à ses données ainsi qu'à ses services à distance, est de plus en plus prisée par les entreprises et les consommateurs désireux d'avoir accès à leurs informations durant leurs déplacements. Cette hausse de la demande du *cloud* est due à l'augmentation du nombre de téléphones portables, au développement de services de stockage, ainsi qu'aux besoins de confidentialité des entreprises.

✉ laura.laguerce@businessfrance.fr

### ▼ Le consortium chinois MainOne annonce la mise en service du câble de fibre optique entre le Nigéria et le Cameroun

Cette infrastructure longue de 1100 km, qui relie les villes de Kribi (Cameroun) et de Lagos (Nigéria) est dotée d'une capacité de 12,8 Tbps. Elle a été déployée par *Huawei Marine Networks* dans le cadre d'un partenariat entre MainOne et l'Etat camerounais.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Sénégal : appel d'offres international pour l'attribution de la licence 4G

L'appel d'offres national effectué par le Sénégal en novembre 2015 pour l'attribution de la licence 4G n'ayant enregistré aucune proposition de la part des trois opérateurs locaux (Sonatel, Tigo, et Expresso) en raison d'un prix minimum jugé trop élevé (30 Mds FCFA), les autorités sénégalaises ont décidé d'ouvrir les candidatures à l'international.

✉ folly.ananou@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Guinée : interdiction d'importation des véhicules âgés de plus de huit ans

Par décret signé le 15 janvier, l'importation de véhicules d'occasion dont l'âge dépasse huit ans est interdite sur tout le territoire national. Il en est de même pour les véhicules dont le volant est à droite.

✉ iognara.traore@dgtresor.gouv.fr

## ENTREPRISES

---

### ▼ ArcelorMittal boucle son augmentation de capital en Afrique du Sud

ArcelorMittal South Africa, la filiale sud-africaine déficitaire d'ArcelorMittal, a annoncé avoir bouclé son augmentation de capital de 4,5 Mds de rands (247 M EUR) avec l'aide de sa maison mère. Dans un communiqué, le sidérurgiste coté à Johannesburg précise que l'augmentation de capital a été souscrite par des investisseurs et actionnaires à hauteur de 68 % et que le solde, soit environ 1,4 Mds de rands, sera souscrit par ArcelorMittal Group. ArcelorMittal South Africa avait lancé l'augmentation de capital en novembre dernier pour réduire sa dette et renforcer son bilan mis à mal par la baisse de la demande et la hausse de ses coûts.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ La maison de champagne Taittinger mise sur la Côte d'Ivoire

La maison de champagne Taittinger, qui a repris sa distribution en Côte d'Ivoire il y a moins de trois ans, envisage d'en faire une place forte pour son développement au sud du Sahara (hors Afrique du Sud). En 2013, Taittinger et son distributeur local L'Oenophile, filiale du groupe Prosuma, a démarré par 20 000 bouteilles écoulées dans le pays. Ce volume atteint aujourd'hui 35 000 bouteilles. Champagne Taittinger ambitionne de doubler ses ventes en Afrique subsaharienne en passant de 150 000 à 300 000 bouteilles d'ici cinq ans. L'Afrique subsaharienne représente une part encore marginale du chiffre d'affaires de Taittinger qui y écoule 150 000 bouteilles sur les 6,2 M produites en 2015.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ Airtel lance un nouveau programme pour l'emploi des jeunes en Tanzanie

L'entreprise de télécommunication Airtel, a lancé la deuxième session de son programme « Airtel Fursa », consacrant 1 Mds TZS (424 000 EUR) à l'emploi des jeunes. Ces fonds visent à stimuler l'entrepreneuriat des jeunes, à travers des programmes de formation et des dons. 2 500 jeunes âgés de 18 à 24 ans avaient ainsi pu bénéficier de formations l'an dernier, et 13 avaient reçu des dons pour améliorer leurs entreprises. Le ministre de l'Emploi, Anthony Mavunde, a rappelé à l'occasion de ce lancement, que le chômage des jeunes, qui concerne 2,2 millions de personnes (cf. rapport de l'OIT de 2011), est une priorité du gouvernement.

✉ beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr

### ▼ La NNPC pourrait réaliser sa première offre publique d'achat en 2018

Selon le secrétaire d'Etat au Pétrole, la première offre publique d'achat des actifs détenus par la compagnie pétrolière nationale du Nigéria (NNPC) pourrait avoir lieu en 2018. Cette annonce est cohérente avec le texte de loi sur le cadre institutionnel et la gouvernance de l'industrie pétrolière : présenté au Sénat fin décembre, il propose, d'une part, la création d'une compagnie pétrolière nationale – une compagnie pétrolière et gazière intégrée – qui serait partiellement privatisée, et d'autre part, la formation d'une société de gestion des actifs pétroliers du Nigéria.

✉ victor.berenger@dgtrésor.gouv.fr

### ▼ Cameroun : l'entreprise pétrolière écossaise Dana Petroleum va forer deux puits dans la zone de Bakassi en avril 2016

L'exploration de ces puits relève du contrat signé en juin 2012 entre l'Etat camerounais et le consortium Dana Petroleum Cameroon Limited / Madison Cameroon Oil & Gas Ltd / Softrock

Oil & Gas Limited. Il s'agit du premier contrat dans la région de Bakassi. Les deux puits se situent sur le bloc Bakassi Ouest, qui couvre 387,5 km<sup>2</sup>. L'investissement total, en cas de succès de cette première étape, serait de 37 Mds FCFA.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Burkina Faso : un nouveau grand contrat pour la SADE**

La SADE, filiale du groupe Véolia en charge des travaux sur les réseaux d'eau, vient de remporter les deux lots de raccordement à l'unité de traitement des eaux de Ziga II de la ville de Ouagadougou. Ce projet est financé par la Banque mondiale. Les contrats signés avec l'office national de l'eau et de l'assainissement totalisent 39 M EUR, soit la plus grosse affaire remportée dans le pays par cette société depuis vingt ans.

✉ [pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr](mailto:pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Burkina Faso: Orange rachète Airtel**

Le groupe français a annoncé, le 13 janvier, le rachat de la totalité des actions d'Airtel Burkina et d'Airtel Sierra Leone. Le coût de cette transaction, en attente de validation par les régulateurs locaux, n'a pas encore été rendu public. Pour mémoire, Airtel Burkina a plus de 5 M d'abonnés et est le deuxième opérateur de télécommunications du pays, derrière l'ONATEL (6,5 M d'abonnés).

✉ [pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr](mailto:pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Nigeria : le repositionnement de la CCIFN

La Chambre de commerce et d'industrie Franco-Nigeria (CCIFN) a tenu le 13 janvier un cocktail de bienvenue pour inaugurer l'année 2016 avec ses membres et partenaires et les encourager à saisir les opportunités d'affaires et y investir de façon constante malgré les défis. Egalement, la CCIFN a tenu une conférence de presse le 19 janvier, pour présenter les activités de l'organisation. L'événement, qui a débuté avec l'introduction du consul général, Laurent Polonceaux, a réuni le nouveau président Hassan Oye-Odukale, le vice-président Yves-Robert Lefebure, la directrice générale Esther Gambe et les membres du conseil présents.

✉ [drichard@france-nigeria.fr](mailto:drichard@france-nigeria.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

**Contacts**

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Directeur de la Publication**

Marc Bouteiller

**Rédacteurs en Chef**

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :  
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

